BRÉSIL-VENEZUELA - Manifeste sur la situation à la frontière entre le Brésil et le Venezuela

mercredi 13 mars 2019, par [Pedro Picho](#)

Les médias français se sont beaucoup fait l'écho de tentatives d'intervention humanitaire au Venezuela, voire d'intervention militaire. Mais ces flux d'informations soulignent rarement les motivations de ceux qui prétendent avoir un droit ou un devoir d'ingérence et encore moins la situation réelle des populations frontalières (Brésil-Venezuela) qu'unissent des liens démographiques et tout un écosystème fragile. C'est ce que soulignent avec concision les signataires de ce manifeste qui tente de tirer la sonnette d'alarme. Texte publié sur le site de l'Association nationale de professeurs universitaires d'histoire ([ANPUH](#)) le 25 février 2019 [1].

C'est avec préoccupation que nous assistons comme citoyens brésiliens à l'escalade des conflits à l'encontre de notre voisin le Venezuela et, à notre plus grande consternation, avec le soutien du gouvernement de Jair Bolsonaro.

Il s'agit d'un moment d'une extrême dangerosité : la paix, durable jusqu'ici sur notre sous-continent, se trouve menacée par le gouvernement nord-américain de D. Trump. Mais l'intervention nord-américaine se travestit d'aide humanitaire, incluant la ligne sèche de Pacaraima-Santa Helena parmi les couloirs possibles. Il n'est pas superflu de rappeler que les institutions, comme l'Unesco et la Croix Rouge, ont refusé de participer à une telle aide, alléguant le simple fait que l'aide humanitaire se définit toujours par sa neutralité et son absence d'intérêt particulier ; ce qui n'est pas le cas dans l'actuelle initiative états-unienne. S'il y avait un brin d'humanité dans les allégations interventionnistes face à la crise humanitaire au Venezuela, ce serait d'espérer que les États-Unis lèvent l'embargo qu'ils ont imposé à ce pays. Cet embargo correspond en grande partie à la crise en question et comme le soulignent les spécialistes, la défense de la démocratie n'est qu'un prétexte. Il n'a jamais été appliqué à l'Arabie Saoudite, ni aux autres partenaires producteurs de pétroles. En fait, les États-Unis prétendent avancer sur la région pour contrôler les énormes réserves de pétrole.

Nous ne pouvons nous taire devant cette violence, dont les effets seront catastrophiques pour toute la région. Tous ceux qui connaissent la frontière Venezuela-Brésil peuvent témoigner de sa diversité ethnique, de sa richesse culturelle, de son écosystème fragile, fait de la rencontre unique de la forêt tropicale avec la savane ; c'est pourquoi il a été déclaré patrimoine de l'humanité par l'Unesco. La petite ville de Pacaraima, enclavée dans la terre indigène São Marcos, est jumelée à la ville vénézuélienne de Uairén, constituant ainsi un espace intégré, avec une grande mobilité des personnes et une intense circulation des biens. À tel point que la population, indigène ou non, maintient des liens étroits de parenté, de travail, et de résidence, des deux côtés de la frontière. Nous ne pouvons permettre que tout soit dévasté par le calcul et par l'arrogance d'une intervention armée.

Nous sollicitons donc toutes les forces démocratiques de la société brésilienne à se manifester contre une intervention armée au Venezuela et en particulier contre l'implication dans cette malheureuse initiative, de façon à honorer la tradition pacifique et non-interventionniste du pays, inscrite dans sa constitution.

Nous signataires, déclarons toute notre solidarité au peuple vénézuélien :

Nádia Farage, anthropologue
Paulo Santilli, anthropologue
Luiz Marques Filho, historien
Eduardo Caetano da Silva, anthropologue
Ítala Maria Lofredo D'Ottaviano, mathématicienne
Enzo Lauriola, économiste
Elaine Moreira, anthropologue
Marcelo Phaiffer, pédagogue
Mauro William Barbosa de Almeida, anthropologue
Sidney Chalhoub, historien
João Quartim de Moraes, philosophe
André Augusto da Fonseca, historien
Kézia da Costa Lima, historienne
Cristhian Teófilo da Silva, anthropologue
Alfredo Clodomir Rolins de Souza, historien
Carla Monteiro de Souza, historienne.
Centre académique d'histoire de l'Université de l'État de Roraima
Centre académique d'histoire de l'Université fédérale de Roraima
Cleane de Souza Feitosa Schwenck, assistant social
Comité de défense de l'école publique de Roraima
Eduardo Gomes da Silva Filho, historien
Eliaquim Timóteo da Cunha, anthropologue
Emanuel Rabelo, professeur et historien
Érica Marques, avocate
Francisco Marcos Mendes Nogueira, historien
Herika Fabíola Barros de Souza Oliveira do Valle, professeure d'histoire
Hsteffany Pereira Muniz Araújo, historienne
Inara do Nascimento Tavares, anthropologue
Leonardo Rossatto Queiroz, chercheur en sciences sociales
Lucas Endrigo Brunozi Avelar, historien
Luiz Maito Jr., historien
Paulo Thadeu Franco das Neves, professeur et journaliste
Raimundo Nonato Gomes dos Santos, historien
Sandra Moraes da Silva Cardozo, professeure
Suely de Oliveira Marques, économiste et pédagogue
ANPUH RR (Association nationale d'histoire, section Roraima)
ANPUH-Brasil (Association nationale d'histoire)

Traduction française de **Pierre Chovet**.

Source (portugais) :

<https://anpuh.org.br/index.php/2015-01-20-00-01-55/noticias2/noticias-destaque/item/5080-manifesto-sobre-a-situacao-na-fronteira-entre-brasil-e-venezuela>

Notes

[1] Note introductive du traducteur, Pierre Chovet.